



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury - BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 25/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINIER SAS

Naveil
BP 40086
41100 Vendôme

Références : 2024/ 812 - CD
Code AIOT : 0010003350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement MINIER SAS implanté Le Haut Moron 41500 Maves. L'inspection a été annoncée le 30/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Le Haut Moron 41500 Maves
- Code AIOT : 0010003350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière MINIER SAS sise sur le territoire des communes de Conan et de Maves est une carrière de calcaire. Elle est autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2014.184.0002 du 3 juillet 2014 pour une durée de 30 ans. La production maximale annuelle autorisée est de 400 000 tonnes pour une moyenne de 280 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.6.2 et 1.6.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
3	Prélèvements d'eau dans la nappe et suivi	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.2.1 et 4.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
9	Forage de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Annexe 1 points 1 et 2	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1	/	Sans objet
5	Extraction en gradins	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.2	/	Sans objet
6	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014	/	Sans objet
7	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.5.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.6.2 et 1.6.2.1				
Thème(s) : Autre, Garanties financières				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 11/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription 				
Prescription contrôlée : <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.</p> <p>L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).</p>				
Périodes	S1 (C1 = 15 555€/ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ha) pour les 5 premiers ha. (C2 = 29 625 €/ha) pour les 5 suivants (C2 = 22 220€/ha) au-delà	S3 (C3 = 17 775 €/m)	Total en € TTC
1	8,1853	5,1174	1,2150	382 288

1	8,1853	5,1174	1,2150	382 288
2	8,9528	4,9753	1,7850	402 557

[...]

Constats :

Inspection du 11/10/2023 :

Lors de cette inspection il avait été constaté :

- que la surface S2 prise en compte pour le calcul des garanties financières était dépassée, que cette surface soit celle prescrite par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3/07/2014 ou issue du dossier de porter à connaissance de novembre 2021 en cours d'instruction.
- que le montant des garanties financières constituées était insuffisant.

Devant ces constats une proposition de mise en demeure avait été faite. Cependant, lors de la phase contradictoire l'exploitant a produit un nouvel acte de cautionnement d'un montant de 877 400 €, suffisant pour permettre une remise en état du site en cas de défaillance de sa part, et précisé que la remise en état de la partie sud du site dont l'extraction était terminée allait permettre de réduire la surface S2. Cette réponse a conduit à abandonner la mise en demeure (elle n'a pas été signée).

Inspection du 7/11/2024 :

Lors de l'inspection du 7/11/2024 le plan d'exploitation du 24 janvier 2024 a été examiné. Sur ce plan les surfaces S1 et S2 sont respectivement de 12 ha 00 et 13 ha 34.

La surface S1 respecte la valeur de 12 ha précisée dans le dossier de porter à connaissance de novembre 2021. Par contre la surface S2 fixée à 4,9753 ha dans l'arrêté préfectoral du 3/07/2014 et indiquée à 12 ha dans le dossier de porter à connaissance de novembre 2021 en cours d'instruction est dépassée.

Sur la base du plan d'exploitation du 24/01/2024, et du TP01 de novembre 2023 (JO du 17/01/2024) égal à 130,3 (TP 01 base 20210), l'inspection des installations classées a effectué le calcul des garanties financières nécessaires à la remise en état du site. Le montant obtenu est de 866 230 €.

L'exploitant dispose de ce montant au travers un acte de cautionnement du 07/06/2024 dont la période de validité prend effet au 01/03/2024 et expire le 30/09/2026.

Même si le montant cautionné pour permettre la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant est suffisant, la surface S2 utilisée pour la détermination du montant des garanties financières est dépassée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Décapage des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Mise en oeuvre du décapage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques [...].</p>
Constats : <p>Dans sa réponse du 29/02/2024 l'exploitant a indiqué : " La hauteur du merlon de terre végétale situé en bordure de la RD 924 sera réduite à 2 m sur tout son linéaire dans la semaine 10. La visite du 7 novembre 2024 a permis de constater que la hauteur du merlon a été réduite à 2 mètres de hauteur dans sa partie la plus récente à l'ouest du site (la référence de niveau utilisée pour l'évaluation de cette hauteur est celle du chemin calcaire qui longe la RD n°924). Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements d'eau dans la nappe et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.2.1 et 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect et suivi des volumes de prélèvement dans la nappe de la craie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Art 9.2.2.1 Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p>

Ces dispositifs sont relevés mensuellement [...].

Art 4.1.1

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Masse d'eau : Craie Séno-Turonienne : valeurs maximales : 7000 m³/an ; 7,9 m³/h ; 64 m³/jour [...].

Constats :

Dans sa réponse du 29/02/2024 l'exploitant a indiqué : " Un dispositif de mesure de type compteur volumétrique a été installé sur le forage du site le 9 janvier 2024 (Voir photo à suivre). Le 7 novembre 2024 la présence d'un compteur volumétrique a été constatée sur le forage. L'exploitant procède à un relevé mensuel du compteur. Les relevés 2024 présentés lors de l'inspection sont les suivants

Mois	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10
Volume relevé (m ³)	58	83	321	194	203	141	**	474	261	304

Le volume consommé de 01 à 10/2024 est donc d'un peu plus de 2000 m³

L'exploitant a précisé que le débit maximal théorique de la pompe était de 7 m³/h. Le débit maximal horaire est donc de fait respecté, tout comme le débit journalier compte-tenu des horaires de fonctionnement de la carrière (9 h par jour maxi) sachant que le pompage n'est pas continu.

L'absence de relevé au mois de 07 est liée aux congés annuels du chef de carrière qui réalise les relevés.

L'exploitant doit mettre en place une organisation de façon à garantir que le relevé du volume d'eau prélevé dans la nappe à partir du forage soit réalisé tous les mois, y compris en l'absence du chef de carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1
Thème(s) : Autre, Carreau de la carrière
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 107,9 m NGF pour les parties exploitées à compter de la notification du présent arrêté. Pour mémoire l'article III.4.D.a de l'arrêté n°02-3521 du 22 août 2002 fixait la cote du carreau à 106 m NGF [...].
Constats : D'après le dernier plan d'exploitation en date du 24 janvier 2024 la cote minimale du carreau est de 109,9 m NGF. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extraction en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.2
Thème(s) : Autre, hauteur des gradins
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée en un seul gradin d'une hauteur au plus égale à 15 mètres
Constats : Sur le plan d'exploitation du 24 janvier 2024 la cote minimale du carreau est de 109,9 m NGF et la cote la plus élevée sur la partie supérieure du front d'exploitation est à 118,5 m NGF, soit une hauteur maximale du front de 8,6 m. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation des explosifs sur le site
Prescription contrôlée : L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement, des projections, et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. La présence de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site. Les tirs réalisés dans une bande de terrain comprise entre 50 m et 150 m le long de la RD n°924, sont réalisés sous couvert d'un arrêté temporaire d'interruption de la circulation délivré par un représentant du Conseil Général, après mise en oeuvre par la SA MINIER de la procédure décrite

dans le courrier du 20 avril 2010 de la Division Routes Nord du Conseil Général de Loir-et-Cher.
L'emploi d'explosifs est interdit dans une bande de 50 mètres minimum de largeur le long de RD n°924.

Constats :

Chaque abattage est réalisé suivant un plan de tir qui est communiqué à l'inspection des installations classées.

Le dernier plan de tir établi par la société Exploroc pour le compte de la SAS MINIER est du 29/10/2024. Ce plan de tir fait en particulier état de 33 trous de foration et d'une quantité prévisionnelle d'explosifs de 3350 kg.

Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrables et ne sont par ailleurs pas non plus réalisés le lundi. Il n'y a aucun stockage de produits explosifs sur le site.

Plus aucune extraction n'est réalisée dans la bande de terrain comprise entre 50 m et 150 m le long de la RD 924 (secteur réaménagé et/ou remblayé).

Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué que la bande de 50 m située le long de la RD 924 n'a pas été exploitée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de protection incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des installation de broyage, concassage et criblage,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Constats :

De par son activité, l'exploitant dispose de quantités importantes de sables sur le site, et des pelles sont présentes dans l'atelier de la carrière.

Pour le suivi de ses extincteurs, l'exploitant dispose d'un registre constitué d'une feuille par matériel. Sur chaque feuille qui comprend une photo du matériel et de son emplacement, est également renseignée la date de vérification de l'extincteur.

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 11/05/2024 par la société CMPI de Savigny-sur-Braye.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des retombées de poussières
Prescription contrôlée : 19.6 : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle [..] 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées [...]. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de surveillance des retombées de poussières. Il est constitué d'une jauge témoin (n°1) et de 2 jauges de type (c) désignées n°2 et n°3. La dernière campagne de mesures a été réalisée en août 2024 (précédentes en février et mai 2024). Le jour de l'inspection une campagne de mesures était en cours (débutée le 4/11/2024). Les 2 derniers résultats de la moyenne annuelle glissante pour le jauge n°2 sont légèrement supérieurs à 500 mg/m2/jour (505 et 570 mg/m2/jour). Les dépassements sont expliqués par l'exploitant dans son dernier rapport de contrôle (passage de tombereaux à proximité de la jauge en retour de la zone de remblais au sud) qui précise que les campagnes de prélèvement seront reprises tous les trimestres jusqu'à obtenir 8 campagnes de mesures conformes. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Forage de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Annexe 1 points 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Etat du forage de la carrière

Prescription contrôlée :

[...]

pour caractériser l'exposition de la Craie ou droit du forage Pz3, l'exploitant réalise sous 2 mois :

- une mesure de la teneur en nitrate et de la conductivité sur un forage « témoin-Craie » proche, par exemple , l'ouvrage 03967X0104 ;
- une mesure de la teneur en nitrate et de la conductivité sur un forage « témoin - Calcaires lacustres », par exemple l'ouvrage 03967X0126 (PZ1) ;
- une mesure de la teneur en nitrate et de la conductivité sur le forage de la carrière (PZ3).

Si la teneur en nitrates et la conductivité des eaux du forage Pz3 sont plutôt comparables à celles observées sur l'ouvrage « témoin - Craie », on pourra considérer que les argiles sont présents et que la cimentation annulaire est assez profonde.

Si la teneur en nitrates et la conductivité des eaux du forage Pz3 sont représentatives d'un mélange des eaux analysées sur les deux ouvrages témoins, cela pourra signifier :

- soit que le forage Pz3 met les nappes en communication ;
- soit que la couche d'Argiles à Silex présente, localement, des lacunes.

Dans ces conditions une reconnaissance de la situation des argiles à silex est alors indispensable et réalisée sous 3 mois.

reconnaissance des argiles à silex :

L'exploitant réalise une diagraphie du forage (log gamma ray), permettant d'identifier et de localiser les argiles à silex (ou à défaut, un sondage de reconnaissance à 15 m).

-> si les argiles à silex sont rencontrées au dessus de la cote 98,5 m NGF, alors la conception est du forage Pz3 est satisfaisante ;

-> **dans le cas contraire, une réhabilitation de l'ouvrage est nécessaire.**

Constats :

Les mesures en nitrate et en conductivité réalisées étant difficilement exploitables, en particulier du fait de la suppression du forage témoin craie identifié, l'exploitant a pris l'option de réaliser des investigations sur son forage.

L'intervention a été réalisée le 22/06/2023 par la société SOLEO à la demande de la société TERRAQUA.

Le rapport d'intervention a été transmis à l'inspection des installations classées postérieurement à la visite.

Ce rapport n'apporte cependant aucune conclusion sur la localisation des argiles à silex au droit du forage et si l'ouvrage est de conception satisfaisante ou nécessite une réhabilitation.

L'exploitant doit clairement conclure à l'appui des investigations qu'il a déjà fait réaliser, au besoin complétées d'éléments probants, si son forage est de conception satisfaisante ou nécessite une réhabilitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois